L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureau : 75 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, 9 JUIN 1892.

PETITES ANNONCES

DEMANDER.

ON demande—Une gardienne française parlant l'anglais. S'adresser 464 rue Prytania.

9juin—1f

ANNONCES JUDICIAIRES

PAR LE CONSTABLE.

L. J. Cousin vs. Chas. W. Kingsold.

PREMIERE COUR DE CITE de la Nouvelle-Orléans.—No 16 117—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. H. Price, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, le précédent à la vente à l'encheres publique, à mon cat opté, No 152 rue Lafayette, entre les rues St-Charles et Camp, lundi, le MARDI, 14 juin 1892, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :

Un lot de meubles de maison, saisis dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant sur les lieux.

WM NELSON,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

4juin—4 9 14

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mme E. J. Leduc vs. A. D. Bauzage

DEUXIEME COUR DE CITE DE LA NOUvelle Orléans.—No 16 117—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. H. Lavillebeuvre, juge de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée, je procéderai à la vente à enchère publique, en face de mon astpôt rue Royale No 93, entre Conti et St-Louis, dans le Deuxième District de cette ville, le MERCREDI, 15me jour de juin 1892, à 11 heures A. M., de la propriété ci après décrite à savoir :

Un lot de meubles de maison d'après un inventaire enregistré en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée

Conditions—Comptant sur les lieux.

P. AD. FORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle Orléans.

4 juin—4 9 15

Mélanie D. Breton, épouse d'Eugène Brice Sembre, contre son mari.

No 22,093.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans. Division "C"—Pour les motifs consignés dans l'union écrite de la Cour, ce jour, ajournée et enregistrée, il est ordonné, jugé et décrété qu'il y ait jugement en faveur de la demanderesse, Mélanie D. Breton contre son mari Eugène Brice Sembre déclarant la communauté existant entr'eux et contre E. Courtibot, ayant des créanciers du susdit Sembre, adjugeant la demanderesse propriétaire, avec droit d'exercer l'administration, de la somme de $695.70 reçue par elle de la faillite d'Eugène Brice Sembre, son mari, et 2/3 de l'immeuble décrit en sa pétition, et acquis par elle de Victor Merle et de dame A. Boada, épouse de Thomas Reads, par acte de vente passé par devant M. F. Ducros, notaire, le 30 avril 1889.

Il est, en outre, ordonné, jugé et décrété que l'intervention de E. B. Claflin & Compagnie soit mise hors de Cour, et leur demande rejetée à leurs frais ; les frais restant à devoir être payés un pro rata, par le défendeur Eugène Brice Sembre, et E. Courtibot, syndic.

Il est de plus, ordonné, jugé et décrété que la pétition de la demanderesse touchant les bijoux et l'argenterie, lui soit refusée comme en cas de défaut de plaider (non suit).

Jugement rendu le 7 et signé le 11 mars 1892.

(Signé) F. A. MONROE, Juge.

14mai—3f—1f p sem

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 32 191—Division K—Succession de Ann E. Auld, femme décédée de George Glidden.—Annonce que Benjamin F. Auld père et tuteur naturel des mineurs, Catherine A. W. Auld et Annie E. Auld, et comme administrateur de leurs successions en vie de Harry A. Remley, père et tuteur naturel du mineur, Edith Remley, et comme administrateur de la succession du nom de Baltimore, Etat du Maryland, ont demandé à cette cour l'autorisation de prendre possession de et de transférer de l'Etat de la Louisiane la propriété appartenant aux dite mineurs et ont enreg siré en compte rendu en cette affaire ainsi que le rapport par lui fait, donnant un état de la propriété et les dettes de la dite succession et des dite mineurs. Avis est par le présent donné à qui cela concernera de faire valoir leurs droits, s'il y en a, dans les trente jours qui suivront la première publication de cet avis, pour lesquelles le dit compte ne sera pas approuvé et homologué, fait droit l'application des dite pétitionnaires

Nouvelle-Orléans, 2 juin 1892.

Par ordre de la Cour.

EUG. D'HERTÉ,
Député Greffier

9juin—

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Mme N. A. Tennieson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 33,204—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Wallace Wood, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

9juin—9 14 18

Succession de Mme Veuve Sophie Leveque.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 26 76—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Pascal Emile Barraval, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE,
7juin—7 12 16 Greffier.

Paul J. Christian vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 30 448—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Paul J. Christian, syndic des créanciers de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

S. A. LUMINAIS,
21 mai—31—juin 4 9 Greffier.

Succession de John Hughes.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 34 962—Division K.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Alexander C. Hutchinson et de Joséphine T. Hutchinson son épouse, exécuteurs testamentaires dudit Hughes, ne seront pas approvés et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

S. A. LUMINAIS,
1juin—1 6 10 Greffier.

Succession de James Dillon.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 33,248—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Mme Regina Kauffman, veuve de James Dillon, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour,

A. V. FLOTTE,
4 juin—4 9 12 Greffier.

Succession de Josephine Valette Hughes, femme décédée de Jno. Hughes.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,221.—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Alexander C. Hutchinson et de Joséphine T. Hutchinson son épouse, exécuteurs testamentaires dudit Hughes, ne seront pas approvés et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

S. A. LUMINAIS,
1juin—1 6 10 Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 35 969—Division E—Charles F. Belden vs ses créanciers—Ordre de Cour.—La Cour considérant la pétition

Il est ordonné que la cession des biens du pétitionnaire Charles F. Belden à ses créanciers soit et est acceptée pour le bénéfice des dits créanciers ; Il est de plus ordonné que toute procédure judiciaire contre la personne ou les biens du dit Charles F. Belden soit suspendue dans ; Il est de plus ordonné que tous les dits créanciers du dit Charles F. Belden soit convoqués et tenus, après avis légaux et notices conformément à la loi pertinente, à se réunir en masse et, notaire, en cette ville, le JEUDI 30me jour de juin 1892, commençant à onze heures A. M., dans le but de nommer un syndic, de recevoir sur la déclarge de l'insolvabilité et toutes autres sont ici requis de se montrer et soumettre à la dite réunion ; Il est de plus ordonné que Martin Voorhies, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Ville d'Orléans, 30 mai 1892.

Signé ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :

PAR E. RANKIN, Député Greffier.

31 mai—3f—m 30 juin

Rue St-Pierre, Numéro 154, près Remparts.

FUNAMICIDE LIQUIDE PERFECTIONNE

(Tué only Med-Rog Killer.)

Tue la rue Orléans, No 49, le Dr Tuset a trouvé ce qui manquait rue St-Pierre, No 154, près Remparts ; il en donne avis au public et annonce, en même temps, qu'il a modifié son mode de préparation de façon à ce que le liquide tue les puces le touche plus ni les œufs des dites de la vermine ne fassent éclore. Dans ces conditions, il offre de pénaliser si les piqueures ne cessent pas. De plus, à partir de ce jour, le susdit docteur Tuset ne donnera plus de consultations gratuites, sauf aux pauvres de la paroisse Ste Anne, Orléans, Grayson et Elysées, et